



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7, rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 04/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FERLUX SAS**

24 avenue d'Aubière  
63800 Cournon-D'auvergne

Références : 20251120\_RAP-63-0993\_InspectionPPC  
Code AIOT : 0016300262

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement FERLUX SAS implanté 24, avenue d'Aubière 63800 Cournon-d'Auvergne. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERLUX SAS
- 24, avenue d'Aubière 63800 Cournon-d'Auvergne
- Code AIOT : 0016300262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité de l'entreprise consiste à fabriquer des API (Active Pharmaceutical Ingredient) à partir de

myrtilles sauvages, à destination du groupe BIOCODEX, c'est un intermédiaire pour l'industrie pharmaceutique. Le site a été créé en 1962 et emploie aujourd'hui 12 personnes. Il bénéficie d'un arrêté d'autorisation du 7/06/2016 et relève de la directive IED pour la rubrique 3450. Le cycle de fabrication de l'API comprend 8 étapes, d'une durée comprise entre 12 et 14 jours.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois
3	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 3.4.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Points de prélèvements aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission des chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
5	Auto surveillance des légionelles	Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 10.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise FERLUX fait l'objet d'un AP de mise en demeure du 19 janvier 2021 sur les rejets aqueux. Afin de remédier au dépassement de DCO et DBO5, elle a arrêté en mars 2023 son activité la plus polluante, soit la production d'extraits de fruits riches en polyphénols. Toutefois un an après l'arrêt de cette activité nous avons constaté qu'il existait encore des dépassements de VLE. Cependant l'exploitant a tenu compte des remarques formulées par l'IIC lors de la visite du 26/06/2023, et a mis en place une station de traitement sur son site courant 2025. Il a fait intervenir le bureau d'études SAPOVAL afin de consolider les données et de dimensionner l'installation de traitement. Néanmoins à ce jour, le fonctionnement de la station de traitement n'est pas fiabilisé, des tests sont encore à prévoir pour régler son fonctionnement et pouvoir ainsi respecter les VLE

applicables au site. Compte-tenu des avancées sur le traitement des effluents, il n'est pas proposé pour l'instant de sanction sur le non respect de l'APMD.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »  Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
<b>Constats :</b>  <b>Non conforme :</b> Par courrier du 24 novembre 2023, la société FERLUX a transmis à l'IIC un courrier d'information sur la création d'une station de prétraitement des eaux industrielles et sur les valeurs limites de rejets. Suite à l'inspection du 21 mars 2024, il a été demandé dans le point n°5 la transmission du rapport consolidé des études SAPOVAL dès réception ainsi que le porter à connaissance, incluant le positionnement vis à vis des BREF applicables au site, avant la réalisation des travaux pour fin 2024 et dans un délai de 8 mois. Par lettre recommandée du 11 décembre 2024, l'exploitant a transmis à l'IIC la proposition commerciale et le plan d'implantation ainsi que le plan de la solution. Quant au rapport d'étude de diagnostic et de préconisations techniques réalisé par la société SAPOVAL demandé lors de l'inspection, il a été transmis à l'inspection le 10 avril 2025 par courriel et les travaux ont été réalisés dans la foulée. Ces derniers consistent à l'installation d'une cuve de 120m3 enterrée avec un système d'aération par un surpresseur et un système d'agitation. Les effluents sont envoyés dans la cuve via une pompe de relevage, ils sont stockés environ une semaine avant d'être rejetés après traitement. La société FERLUX a obtenu un nouvel arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques en date du 7 octobre 2025 par la CAM. Un contrôle inopiné a été effectué en 2025 sur les rejets aqueux, dont les résultats sont très inférieurs aux valeurs habituelles. L'inspection précise à l'exploitant qu'au vu de l'activité irrégulière du site, il est nécessaire de transmettre un planning des périodes de rejets issus de la

production lors de la commande.

Néanmoins l'exploitant avec son bureau d'études SAPOVAL a réalisé plusieurs tests, en phase d'exploitation des bilans 24h ainsi que des semaines de tests dont un extrait des résultats et présenté ci-dessous :

Jour	Bilan 24h du 24/02/2025 ( a v a n t installation de la station)	Bilan 24h du 25/06/2025 ( a p r è s installation de la station)	24/09/2025 (Scénario 1 : 1 0 0 % aération - 0% agitation)	29/10/2025 (Scénario 2 : 0% aération - 1 0 0 % agitation)	
DCO (mg/l)	22 700	6 360	3850	8306	
DBO (mg/l)	15 000	2 900	1100	7795	
MES mg/l	356	1600	3320	283	
PH	5.5	4.5	6.3	4.6	
Température	30°C	33.8°C	37.5	28.3°C	

Ces résultats indiquent des baisses effectives des concentrations de DCO et DBO5 dans les rejets après installation de la station mais une augmentation des MES est visible, en lien avec la production de boues lors du traitement. Des ajustements sont encore nécessaires pour trouver le bon réglage des traitements à opérer sur l'effluent.

L'inspection précise à l'exploitant que l'analyse de la conformité des rejets pendant ces tests doit s'effectuer en considérant les NEA-MTD qui sont reprises dans l'AMPG du 4/11/2024. En effet, les Valeurs Limites d'Émission (VLE) de l'arrêté préfectoral seront mises à jour sur cette base dans le cadre du réexamen lié au BREF WGC.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'APMD ne peut être levé pour le moment puisque des dépassements sur les VLE de l'AP sont encore observés.

L'IIC demande à l'exploitant de réaliser des tests pendant une semaine chaque mois sur la prochaine période d'exploitation soit de janvier à mars et de transmettre un rapport à l'IIC récapitulant tous les tests et résultats effectués dans le mois suivants. Ce rapport devra comprendre les indicateurs à suivre pour éviter une éventuelle dérive sur le traitement et préciser les paramètres pertinents.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

**N° 2 : Points de prélèvements aménagés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'entreprise FERLUX a réalisé des travaux avec l'installation d'une station de pré-traitement au sein de son entreprise. Ces travaux ont modifié le point de prélèvement aménagé en sortie d'installation. Suite au contrôle inopiné du 28 au 29 juillet 2025, l'inspection a relevé dans le rapport du prestataire que la configuration du point de rejet ne leur a pas permis d'installer un système de mesure de débit fiable et représentatif. Suite à l'alerte de l'inspection sur ce point, l'exploitant indique avoir réalisé les travaux en ajoutant un regard béton avec un tuyau ayant moins de pente et une vanne permettant de réaliser les mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>L'IIC a pu constater que ces travaux ont bien été réalisés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Plan de gestion des solvants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, PGS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, tel que défini dans l'arrêté du 2/02/1998, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.</p> <p>Avant le 30 mars de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions réalisées dans l'année écoulée et de celles envisagées dans l'année à venir visant à réduire leur consommation.</p> <p><u>Article 30 alinéa 25 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :</u></p> <p>- Utilisation de solvants dans la chimie fine pharmaceutique: Le flux annuel est émissions diffuses</p>

ne doit pas dépasser 5 % de la quantité de solvants utilisée. Non applicable si la consommation de solvants est inférieure à 50 tonnes par an.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas transmis son plan de gestion des solvants à l'IIC tel que défini dans l'arrêté du 02/02/1998 avant le 30 mars de l'année N+1.

Toutefois l'exploitant a envoyé par courriel du 17/11/2025 un document (Plan de gestion, calcul des émissions diffuses) de l'année 2024 comme demandé lors de l'inspection. L'inspection indique à l'exploitant qu'il existe un guide INERIS révisé en 2018 relatif à l'élaboration d'un plan de gestion des solvants. Le document envoyé doit donc être repris selon ce guide afin de présenter un PGS simplifié car en l'état actuel les chiffres présentés ne peuvent être validés. A noter que selon ce guide:

- la quantité annuelle de solvants utilisée (flux I) correspond à la somme des solvants achetés (flux I1) et régénérés en interne (flux I2) ;
- la consommation annuelle de solvants correspond uniquement au flux I1 car il n'y a pas de solvant régénéré à l'extérieur. Le PGS 2024 indique une consommation de solvants de 1054 litres et 11.1% d'émissions diffuses.

La consommation de solvants estimée par l'exploitant est évaluée à 47 343 L et les autres flux indiqués (solvants dans les produits finis et dans les déchets) paraissent très faibles au regard de ce chiffre. Les calculs doivent être repris.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'IIC demande à l'exploitant de lui transmettre le plan de gestion des solvants pour les années 2024 et 2025, en appliquant la méthode du guide INERIS (Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants" (révisé en 2018)**avant le 30 mars 2026.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 4 : Valeurs limites d'émission des chaudières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), « rapportés aux conditions normales » de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3

% dans le cas des combustibles liquides et gazeux.

I. « a ) » Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :

- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ;
- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;
- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter du 1er janvier 2030.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Combustible	Polluants NOx (mg/Nm3)
Gaz naturel	100 (2) (8)

(2) Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014. VLE NOx : 150

(8) Installation déclarée avant le 1er janvier 1998. VLE NOx : 225

#### Constats :

##### Conforme :

L'exploitant a transmis par courriel du 17 novembre 2025 le rapport de mesure des rejets atmosphériques du site de Ferlux. Ce dernier date du 23 novembre 2023 et concerne les rejets des chaudières 1 et 2 fonctionnant au gaz naturel.

La chaudière 1 date de 1979 et la mesure des NOx s'élève à 112,9 mg/Nm3.

La chaudière 2 date également de 1979 et la mesure de NOx s'élève à 149,2mg/Nm3.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Auto surveillance des légionelles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/06/2016, article 10.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

##### **2. Auto-surveillance des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air**

Les mesures suivantes sont réalisées :

Sur l'eau d'appoint

Paramètre	Fréquence
Legionella pneumophila	annuelle



Sur l'eau représentative de la dispersion dans l'air

Paramètre	Fréquence
Legionella pneumophila	bimestrielle

**Constats :**

L'établissement dispose de 3 tours aéroréfrigérantes, d'une puissance totale de 909 kW (régime DC).

**Conforme :**

En ce qui concerne l'eau d'appoint, le paramètre legionella pneumophila a été vérifié le 24/06/2025 par la société Terana, le résultat indique que la présence est <10 UFC/l et que la legionella pneumophila n'a pas été détectée.

En ce qui concerne l'eau représentative de la dispersion dans l'air, l'exploitant a bien renseigné GIDAF et aucune légionelle n'a été détectée. La fréquence de vérification bimestrielle est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite